



**MADAME EMMANUELLE WARGON**  
**MINISTRE DÉLÉGUÉE AUPRÈS DE LA MINISTRE DE**  
**LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE**  
**CHARGÉE DU LOGEMENT**  
244 BOULEVARD SAINT GERMAIN  
75100 PARIS

N. Réf: EJ/TP/MD-0386-\CG\Ministères\Transition écologique - Logement

Montreuil, le 25 novembre 2020

Madame la Ministre du Logement,

Lundi soir, en marge de l'occupation de la Place de la République à Paris par 450 personnes exilées, laissées à la rue à la suite de l'évacuation mardi du campement de Saint-Denis, des faits d'une extrême gravité se sont produits.

Au nom de la Confédération Nationale du Logement, je ne peux rester silencieux devant une telle situation.

Les témoignages que nous ont transmis nos militantes et militants présents sur place sont particulièrement inquiétants et témoignent d'une grave dérive autoritaire de ce gouvernement.

En effet, alors que cette occupation, initiée par l'association UTOPIA, et en présence de nombreuses personnalités politiques, avait pour but d'interpeller le gouvernement sur la situation indigne de milliers de personnes, la Police est intervenue avec violence pour évacuer la place.

Les policiers ont arraché les tentes du sol, jetant des personnes à même le sol, et ont refusé de les rendre aux personnes présentes sur la place alors que c'est leur seul moyen d'hébergement. Le bilan est considérable, plus de 500 tentes et 1 000 couvertures ont été détruites.

Cette intervention a également donné lieu à plusieurs agressions violentes de policiers à l'égard des journalistes présents sur place. Une fois de plus, je tiens à condamner avec force ces violences qui renforcent la nécessité de garantir le droit aux journalistes, mais plus largement aux citoyens, de filmer les forces de l'ordre. Avec l'article 24 de la loi sécurité globale que porte votre gouvernement, nous n'aurions rien vu de cela.

Madame la Ministre du Logement, la France, 6<sup>ème</sup> puissance économique du monde, pays des droits de l'homme et terre d'accueil, ne peut accepter que des êtres humains soient traités de cette manière.

Depuis des semaines, nous constatons que des camps de migrants sont évacués, démontés, souvent dans la précipitation, jetant des milliers de personnes à la rue en pleine période de crise sanitaire.

Si on prend la seule ville de Paris, nous comptabilisons 65 évacuations depuis 2015. Cela ne peut plus durer !

**Confédération Nationale du Logement**

... :...

Association nationale agréée de consommateurs  
8, rue Mériel - BP 119 - 93104 MONTREUIL CEDEX

Tél. 01 48 57 04 64 - Fax. 01 48 57 28 16 - E-mail. [cnl@lacnl.com](mailto:cnl@lacnl.com) – [www.lacnl.com](http://www.lacnl.com)



Confédération Nationale du Logement



@La\_CNL



Confédération Nationale du Logement

Ce qui s'est passé hier soir pose la question de la politique d'accueil de la France et de son ajustement aux réalités du terrain.

Vous ne pourrez pas vous contenter de détruire les campements et de chasser à coups de matraques les milliers de personnes qui errent dans les rues à la recherche d'une solution.

Il faut des places de hébergements, 1 000 comme le demande les associations, et la mise en place d'un système d'accueil pérenne pour les personnes exilé.e.s.

Alors que le virus continue de circuler et de tuer, que notre pays est en plein confinement, laisser des gens dehors c'est les exposer à la maladie, voire à la mort.

Madame la Ministre, au nom de la Confédération Nationale du Logement, je vous demande de mettre, dans les plus brefs délais, ces personnes à l'abri.

La ville de Paris, par l'intermédiaire de Ian Brossat, adjoint au Maire en charge du logement, vous a proposé la mise à disposition de deux sites. D'après les éléments en notre possession, l'État n'a pas répondu, ce que nous regrettons.

Alors que la crise migratoire va être amplifiée par la crise climatique, la France doit réfléchir à une stratégie d'accueil cohérente, et cela passe, à la fois par la construction de plus de logements sociaux, mais aussi par plus de place d'hébergement.

La CNL sera extrêmement attentive à l'évolution de la situation et aux réponses que l'État apportera à ces personnes.

Veillez recevoir, Madame La Ministre du Logement, l'expression de mes salutations distinguées.

**Eddie JACQUEMART**  
Président national

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Eddie Jacquemart', written over a light blue horizontal line.